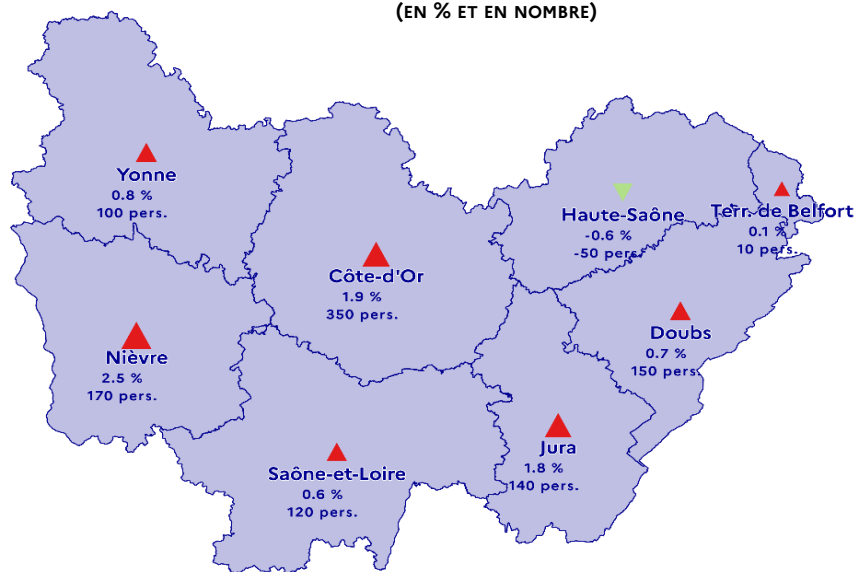


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
0,0 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au deuxième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) est stable dans la Territoire de Belfort. Hors intérim, l'emploi progresse dans les services marchands portés par le dynamisme des services d'information-communication, des services aux ménages et de l'hébergement-restauration. L'industrie affiche à nouveau des gains d'emplois. En revanche, plus gros employeur, le secteur des services non marchands perd des effectifs. Sur un an, l'emploi salarié progresse moins vite qu'au niveau régional. La demande en intérim se contracte dans tous les secteurs d'activité. Le dispositif d'activité partielle tend à être moins mobilisé qu'au cours du 1^{er} trimestre 2022 sauf pour le secteur industriel. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (4 290) continue de reculer légèrement. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-0,2 %).

Au troisième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est comparable à celui du précédent trimestre. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés par ces procédures présentent des niveaux relativement faibles. Le nombre de créations d'entreprises est légèrement plus élevé par rapport au même trimestre l'an dernier. Sur le marché du travail, la demande d'emploi (cat.A) est stable alors qu'elle progresse au niveau régional. La demande d'emploi des hommes et des jeunes augmente très fortement, des difficultés certainement liées à la baisse de l'intérim observée depuis le début d'année dans les secteurs de la construction et de l'industrie. De même, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont quant à eux moins nombreux en raison d'un emploi intérimaire moins dynamique. En revanche, la demande d'emploi des seniors diminue fortement.

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 820** (+0,1 % sur un trim.)
Cat. B, C : **5 050** (-1,0 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 880** (-0,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,5 % au 2^{ème} trimestre 2022
+ 0,4 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 440 au 2^{ème} trimestre 2022
+ 0,1 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 450 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2022
- 6,9 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Territoire de Belfort :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	6 820	+0,1	-12,8
Catégories B, C	5 050	-1,0	-2,7
Catégories A, B, C	11 880	-0,2	-8,7

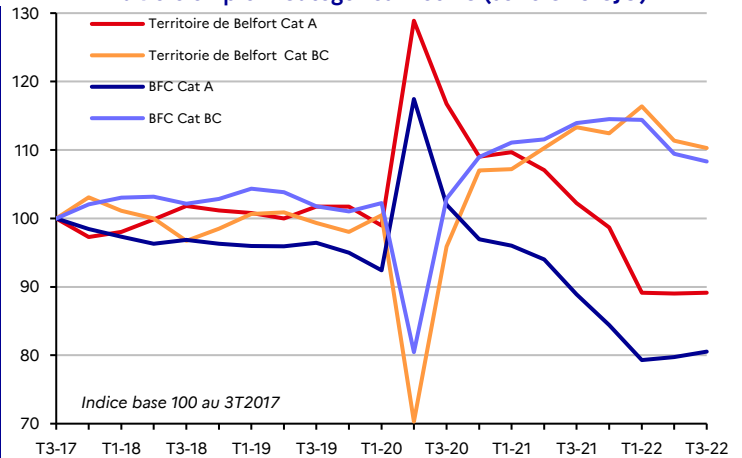
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	103 200	+1,0	-9,4
Catégories B, C	96 520	-1,0	-4,9
Catégories A, B, C	199 720	0,0	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 640	+1,4	-14,4	+1,9	-10,1
< 25 ans	510	+6,3	-21,5	+3,4	-12,7
25 - 49 ans	2 130	+1,4	-14,1	+1,5	-10,3
50 ans et plus	1 010	-1,0	-10,6	+1,9	-8,2
Femmes	3 180	-0,9	-10,7	0,0	-8,7
< 25 ans	430	-2,3	-10,4	+0,5	-10,8
25 - 49 ans	1 840	-0,5	-12,0	+0,9	-7,7
50 ans et plus	910	-1,1	-8,1	-1,9	-9,7
Total	6 820	+0,1	-12,8	+1,0	-9,4
< 25 ans	940	+2,2	-16,8	+2,0	-11,9
25 - 49 ans	3 970	+0,8	-13,1	+1,2	-9,1
50 ans et plus	1 920	-1,0	-9,4	+0,1	-8,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 070	+0,3	-9,0	+0,5	-7,6
< 25 ans	880	+4,8	-14,6	+1,7	-12,5
25 - 49 ans	3 670	-0,5	-9,6	+0,2	-8,1
50 ans et plus	1 520	+0,7	-3,8	+0,4	-3,6
Femmes	5 810	-0,9	-8,4	-0,5	-7,0
< 25 ans	750	0,0	-8,5	-2,2	-13,4
25 - 49 ans	3 400	-0,9	-10,3	-0,1	-6,8
50 ans et plus	1 650	-1,8	-5,2	-0,5	-4,7
Total	11 880	-0,2	-8,7	0,0	-7,3
< 25 ans	1 630	+2,5	-11,4	-0,2	-12,9
25 - 49 ans	7 070	-0,7	-9,8	+0,1	-7,4
50 ans et plus	3 170	-0,6	-4,5	-0,1	-4,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 270	+2,3	-2,0	+2,2	-1,3
DELD :					
1 à 2 ans	2 200	+1,4	-25,4	-0,7	-18,5
2 à 3 ans	1 290	-11,0	-11,0	-6,3	-13,9
3 ans et plus	2 120	-1,4	-3,6	-2,0	-6,6
Total DELD	5 610	-2,8	-15,1	-2,4	-13,3
Part des DELD	47,2%	-1,3 pt	-3,6 pt	-1,1 pt	-3,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2022	Moyenne annuelle 2022	
		2022	2021
Assurance chômage	4 580	4 720	6 320
Solidarité - Etat	690	740	730
Autres	90	100	120
Total DE indemnisés	5 370	5 560	7 170
Formation	400	420	400
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	4303,0%		
BFC	44,8%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	233	+13	+6,1	+467	+11,3
Fin de mission d'intérim	87	+6	+7,4	+253	+18,5
Démission	48	+4	+9,1	+153	+14,4
Rupture conventionnelle	74	+12	+19,4	+30	+2,2
Licenc. économique	16	-8	-33,3	-58	-17,1
Autre licenciement	79	-1	-1,3	+103	+7,7
Première entrée ⁽¹⁾	107	-3	-2,7	-209	-12,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	236	-9	-3,7	+51	+1,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	245	+7	+2,9	-190	-5,1
Autre motif ⁽⁴⁾	78	-17	-18,0	+88	+7,4
Motif indéterminé	133	+8	+6,7	-143	-6,9
Total	1 334	+13	+1,0	+545	+2,5

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	180	-10	-5,1	-406	-12,2
Entrée en stage ou formation	151	-22	-12,9	-220	-7,7
Arrêt de recherche**	101	-7	-6,5	-147	-7,1
dont maladie	54	-10	-16,0	-147	-11,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	602	+22	+3,7	-209	-2,1
Radiation administrative	118	-26	-17,8	+110	+6,4
Autre cas ⁽²⁾	106	-30	-22,2	-236	-12,1
Total	1 260	-73	-5,5	-1 109	-5,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

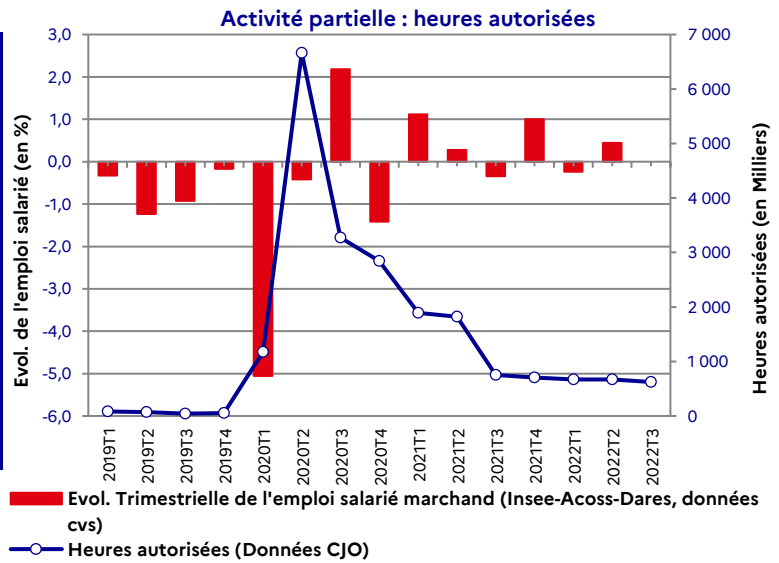
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T2 2022	T3 2022
Nombre de demandes en cours		94	66
Volume d'heures autorisées		669 962	625 589
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	544 174	513 788
	Construction	936	158
	Commerce	4 848	3 464
	Services	120 004	108 179
Etablissements autorisés		89	63
dont :	étabs de 50 sal. et plus	24	23
Nombre de salariés concernés**		2 958	2 795
Total heures autorisées 12 mois glissés		2 799 741	2 672 119

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T1 2022	T2 2022
Nombre d'heures consommées*		81 643	74 966
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	36 277	55 035
	Construction	1 116	756
	Commerce	1 911	1 034
	Services	42 339	18 141
Etabs ayant consommé des heures		137	54
dont :	étabs de 50 sal. et plus	30	16
Nombre de salariés concernés**		1 130	600
Total heures consommées 12 mois glissés		831 184	438 889

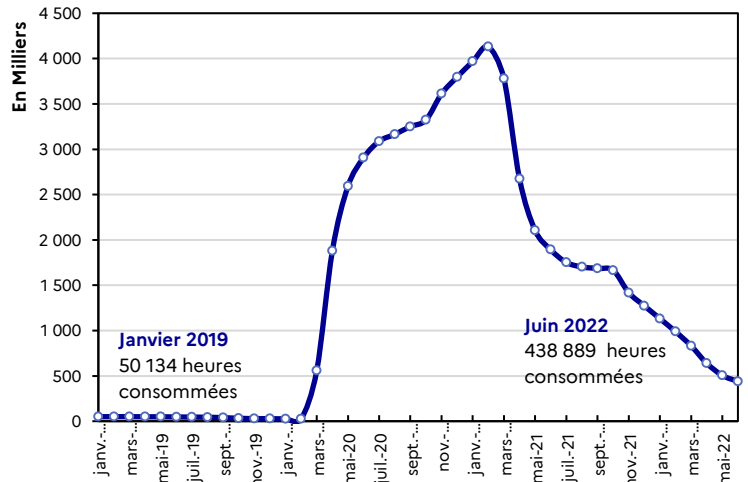
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		380	+3,5
dont :	Entreprises individuelles	70	+18,6
	Micro-entrepreneurs	240	+5,3
	Sociétés	70	-12,5
Cumul sur 12 mois glissés		1 511	-9,7
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		140	+0,7
Cumul sur 12 mois glissés		489	-20,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		9	-25,0
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	s	s
	Liquidations judiciaires directes	7	-22,2
Nombre d'emplois menacés		35	+66,7
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	s	s
	Construction	s	s
	Commerce	6	+20,0
	Services	27	n.s.
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		59	-37,2

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	100	0	-4,9	0	-4,2	100	-10	-5,8	-10	-5,1
Industrie	7 280	+30	+0,4	-100	-1,3	7 930	+20	+0,2	-250	-3,0
Industrie agro-alimentaire	530	-10	-1,0	+30	+5,6	550	0	+0,2	+40	+7,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	260	0	+1,6	-20	-7,8	280	0	+0,7	-20	-6,2
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 530	+10	+0,6	-60	-2,2	2 730	+20	+0,6	0	+0,1
Matériels de transport	990	-10	-0,6	-30	-2,7	1 050	0	-0,2	-60	-5,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 970	+20	+0,7	-20	-0,6	3 310	0	+0,1	-210	-5,9
Construction	2 260	-10	-0,5	+20	+0,7	2 380	-30	-1,3	-30	-1,3
Commerce ; réparation auto.	5 520	-10	-0,1	+20	+0,3	5 650	-10	-0,2	+40	+0,6
Services marchands	12 710	+180	+1,5	+690	+5,7	13 210	+170	+1,3	+550	+4,3
Transports et entreposage	1 710	0	-0,1	+110	+6,6	1 860	-40	-1,9	0	+0,0
Hébergement et restauration	1 590	+40	+2,7	+60	+3,7	1 600	+40	+2,7	+60	+3,9
Information et communication	920	+60	+7,1	+80	+9,2	920	+60	+7,2	+80	+9,3
Services financiers	800	0	+0,1	-10	-0,9	810	0	+0,2	0	-0,1
Services immobiliers	440	0	+0,0	-30	-6,8	450	0	+0,1	-30	-6,1
Services aux entreprises	5 560	0	+0,1	+310	+5,9	5 850	+20	+0,4	+270	+4,7
Services aux ménages	1 710	+80	+4,9	+180	+11,4	1 720	+80	+5,0	+170	+11,3
Services non marchands	20 160	-110	-0,5	+20	+0,1	20 180	-120	-0,6	-30	-0,2
Ensemble	48 030	+80	+0,2	+630	+1,3	49 440	+30	+0,1	+270	+0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

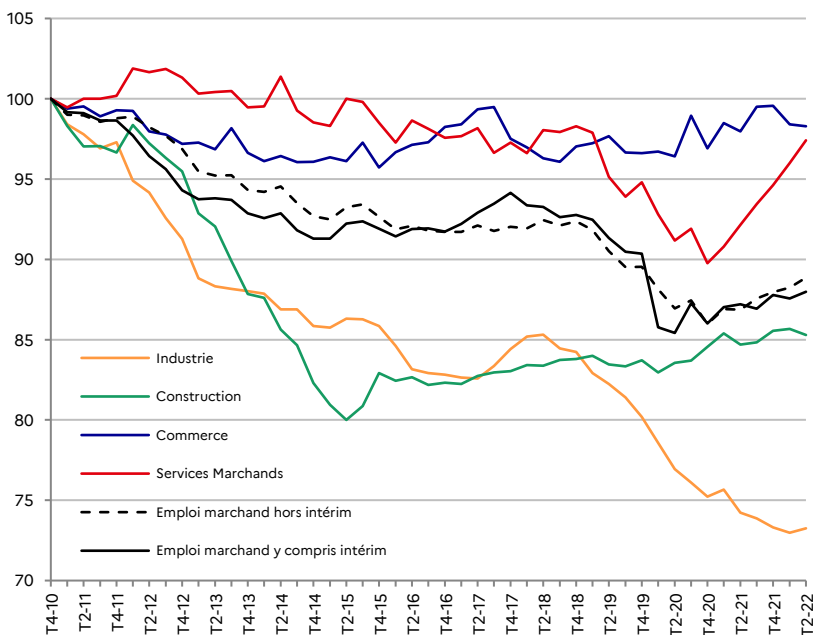
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

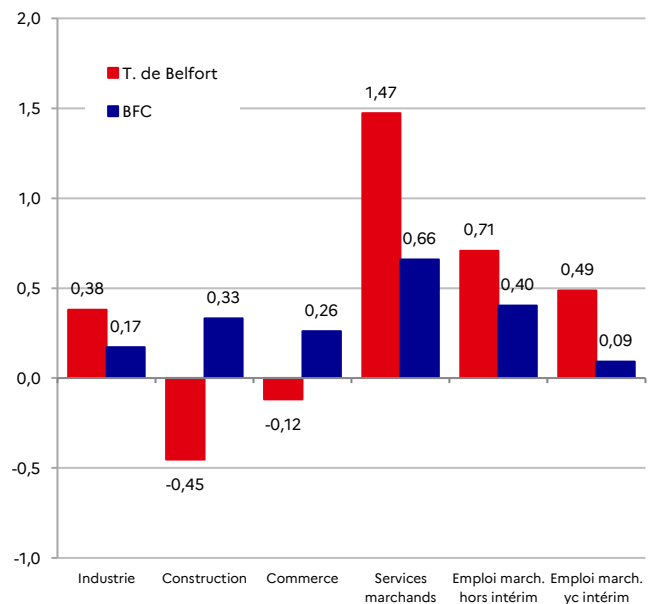
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,0	-1,0	s	s	s	1,0	0,0
Industrie	700	-4,3	-11,6	8,8	-0,9	850	0,0	+7,6	2,7	+0,5
Construction	160	-4,3	+27,5	6,4	+1,3	160	+6,7	+23,1	3,2	-0,3
Commerce	100	-12,5	+16,7	1,8	+0,3	120	+20,0	+50,0	1,5	-0,2
Services	490	-9,8	-8,3	3,7	-0,5	540	-6,9	-1,8	1,7	-0,4
Ensemble	1 450	-6,9	-5,8	4,9	-0,4	1 660	-1,8	+6,4	2,3	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

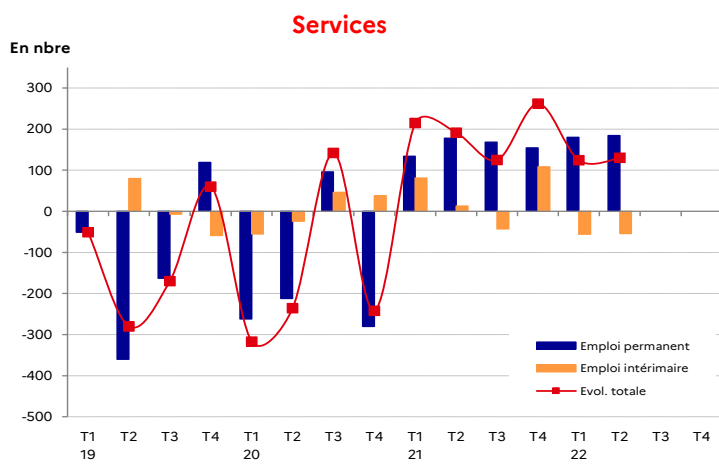
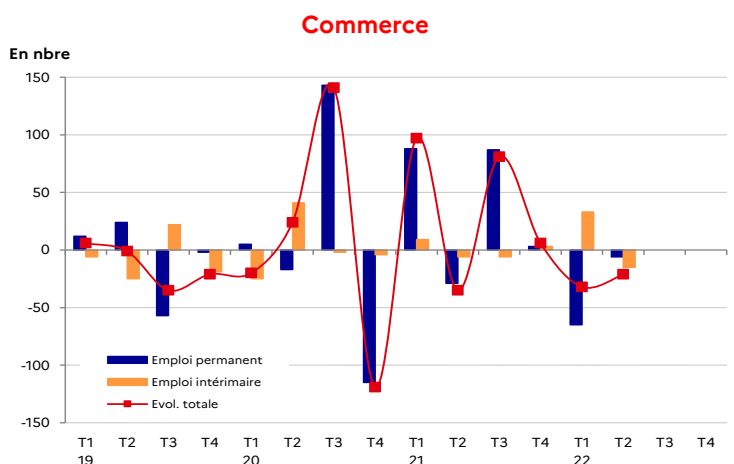
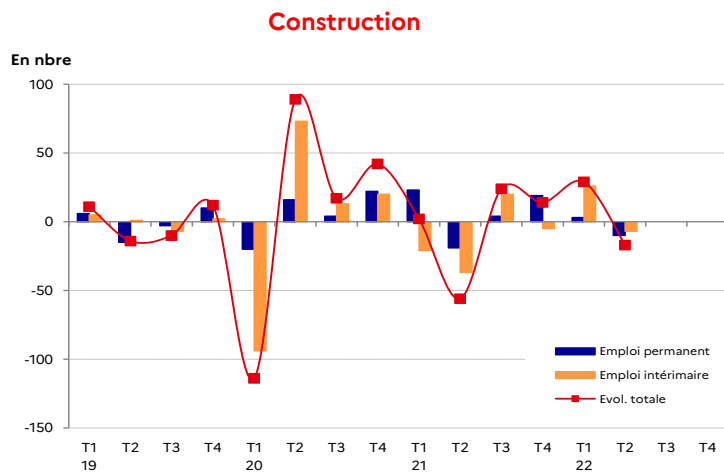
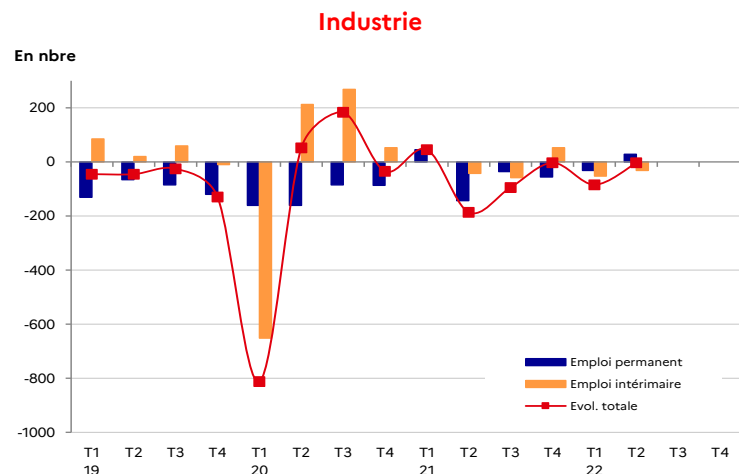
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2022						
Embauches		348	231	1 104	7 766	9 449
Répartition en %		3,7	2,4	11,7	82,2	100,0
dont en % :						
	CDD	41,4	56,7	75,8	89,7	85,5
	< 25 ans	24,4	32,0	46,6	25,0	27,7
	25 - 49 ans	56,0	54,5	38,1	48,1	47,4
	50 - 54 ans	10,1	8,2	4,9	10,3	9,6
	55 ans ou plus	9,5	5,2	10,4	16,6	15,3
	Femmes	34,8	10,0	64,1	64,3	61,9
Sorties		353	261	1 087	7 327	9 028
Répartition en %		3,7	2,8	11,5	77,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	27,8	34,9	63,1	83,6	77,5
	dont CDD < 1 mois	35,7	33,0	70,1	88,0	84,8
	Demissions	27,5	27,6	16,6	6,3	9,0
	Licenciements économiques	2,5	2,7	0,6	1,0	1,0
	Licenc. non économiques	14,2	16,5	6,3	2,7	4,0
	Retraite	7,1	3,4	1,5	1,0	1,4
	Ruptures Conventionnelles	6,8	6,1	3,6	1,3	1,9
	< 25 ans	21,2	23,0	42,8	22,0	24,5
	25 - 49 ans	46,7	61,3	39,1	48,4	47,6
	50 - 54 ans	7,1	7,3	5,3	10,8	9,9
	55 ans ou plus	24,9	8,4	12,8	18,8	18,0
	Femmes	31,4	11,5	64,3	65,2	62,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

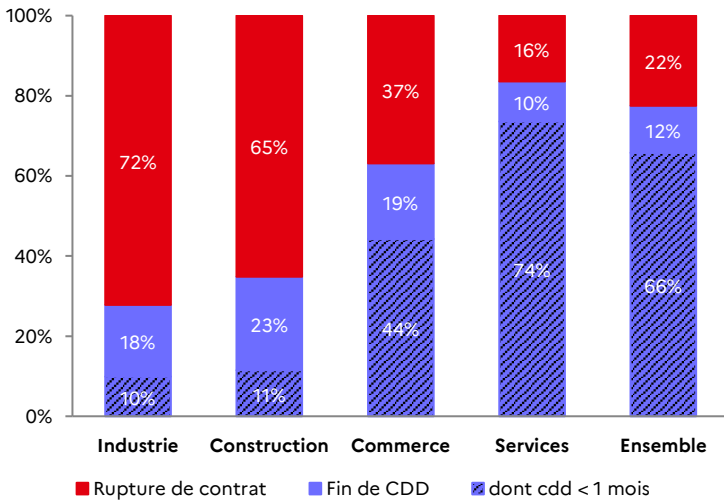
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

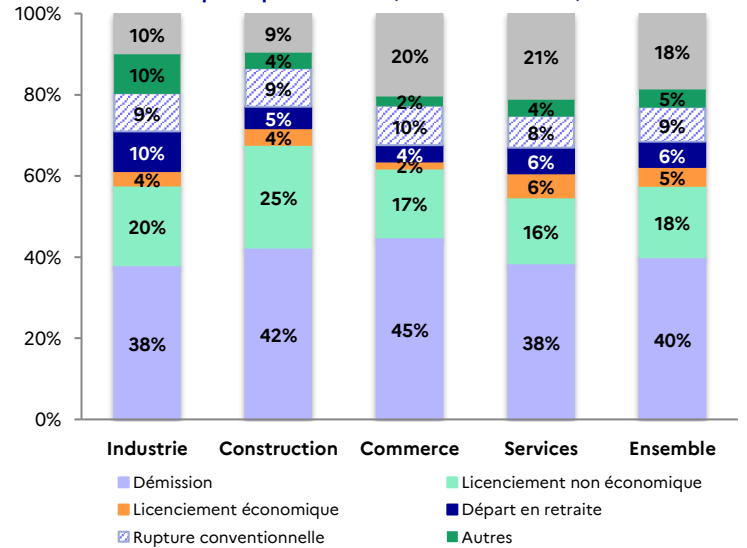
Lecture : Au 2ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 41,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 44 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,0	60,7	13,9	15,4	50,0	30,4
Embauches		2 613	4 479	907	1 450	5 848	1 742
dont en % :							
	CDD	87,5	81,4	86,1	93,9	88,9	91,1
Sorties		2 210	4 299	895	1 624	5 619	1 456
dont en % :							
	Fins de CDD	76,1	75,6	83,5	81,5	82,5	82,3
	dont CDD < 1 mois	79,8	84,3	87,3	90,9	88,2	84,9
	Demissions	10,4	11,4	4,7	3,1	7,1	7,5
	Licenciements économiques	0,0	1,3	1,6	1,6	0,6	0,0
	Licenc. non économiques	5,9	3,8	3,0	2,2	2,8	3,4
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,8	1,1	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,0	2,7	2,9	0,5	1,4	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 93,9 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

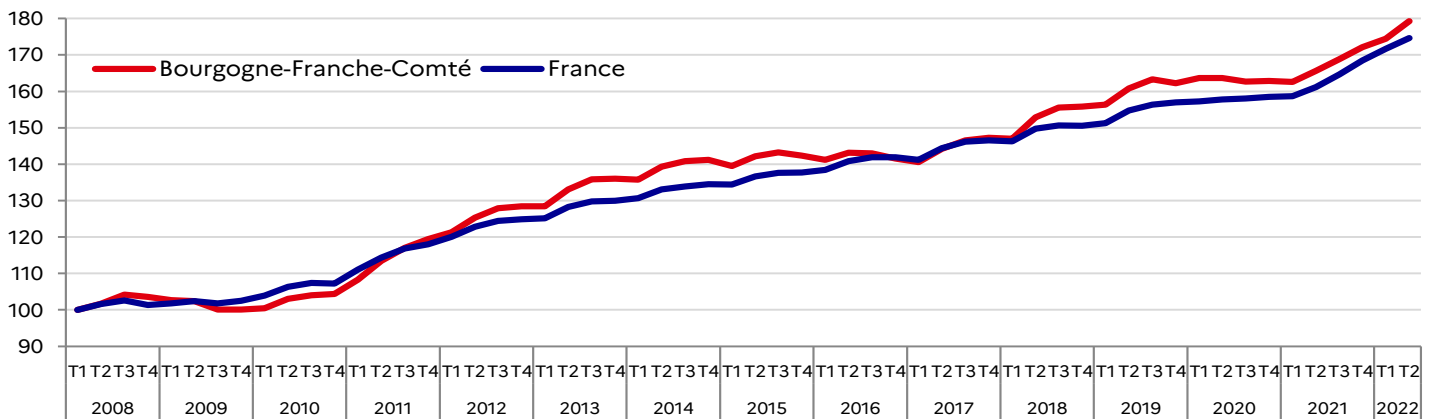
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 620	21,9	-0,1	+2 650	+1,2	175	0,4	+3,6	+28	+19,0
Doubs	222 456	197 950	20,0	+0,1	+2 090	+1,1	30 308	71,7	+2,7	+2 270	+8,1
Jura	105 149	88 170	8,9	+0,4	+980	+1,1	6 995	16,5	+2,6	+422	+6,4
Nièvre	70 977	64 490	6,5	+0,1	+650	+1,0	16	0,0	+6,7	+2	+14,3
Haute-Saône	92 428	69 040	7,0	-0,1	+430	+0,6	596	1,4	+4,9	+94	+18,7
Saône-et-Loire	211 125	191 580	19,4	+0,0	+2 460	+1,3	205	0,5	+1,0	+17	+9,0
Yonne	126 632	110 150	11,2	-0,0	+740	+0,7	27	0,1	+12,5	+6	+28,6
Territoire de Belfort	55 791	49 440	5,0	+0,1	+270	+0,5	3 948	9,3	+3,4	+383	+10,7
BFC	1 105 129	987 430	100,0	+0,0	+10 280	+1,1	42 270	100,0	+2,8	+3 222	+8,3

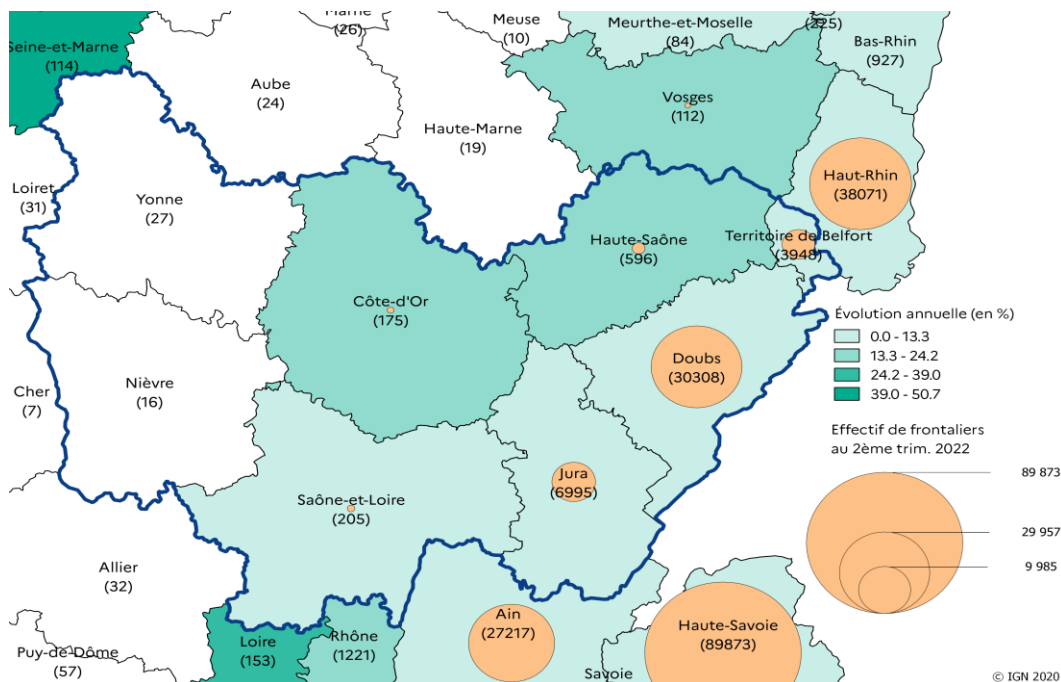
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,1% dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 308 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T3 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	70	166	-37,4	-25,7
dt jeunes	24	53	-47,5	-20,5
dt Education Nat.	s	s	-42,9	-26,7
dt Collectivités	32	70	-27,8	-44,1
dt résidents QPV	13	34	-17,1	-5,2
dt résidents ZRR	s	s	-	-
CIE Jeunes	21	73	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	146	478	-24,4	-42,4
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	116	307	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	15	59	-16,9	-22,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2022)				
- secteur public	s	s	-25,0	-4,8
- secteur privé	41	101	+34,7	+8,1

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique nd : non disponible

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T3 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	146	-29,8	-20,4
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	255	-6,5	-29,4
IAE (au 1T2022)	468	+0,1	+3,2

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
	Côte d'Or	406	406
Doubs	458	458	0,0
Jura	303	303	-11,7
Nièvre	201	201	-26,4
Haute-Saône	213	213	+33,1
Saône-et-Loire	501	501	-11,3
Yonne	396	396	-4,3
Territoire de Belfort	161	161	+59,4
BFC	2 639	2 639	-1,8

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 877	-3,6	37 553	+3,1	8 507	+4,0	1 733	-10,0
Doubs	12 517	-1,3	33 250	+2,3	10 367	+1,0	1 953	-5,9
Jura	3 623	-6,7	15 457	+1,5	5 220	+2,2	780	-4,5
Nièvre	5 700	-2,3	13 600	+0,8	6 273	+0,6	897	-9,4
Haute-Saône	4 083	-4,1	15 123	+0,7	5 363	+1,5	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 033	-5,3	36 703	+2,3	11 797	+2,8	2 193	-9,6
Yonne	8 770	-3,5	23 267	+1,6	7 737	+3,3	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 290	-0,2	9 697	+3,0	2 367	+2,6	750	-0,9
BFC	58 893	-3,3	184 650	+2,1	57 630	+2,3	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

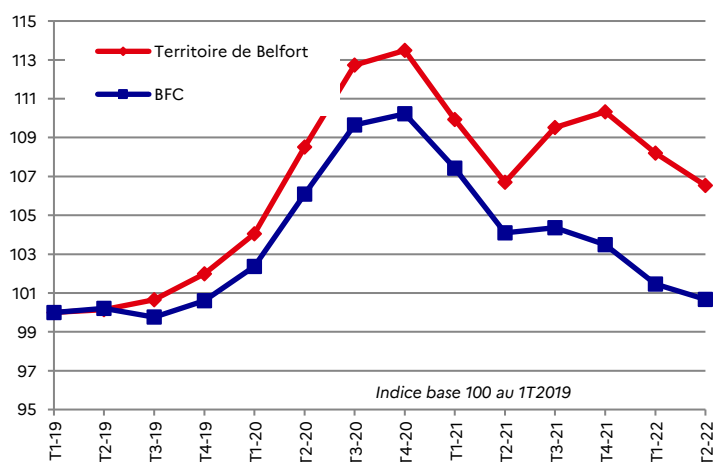
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

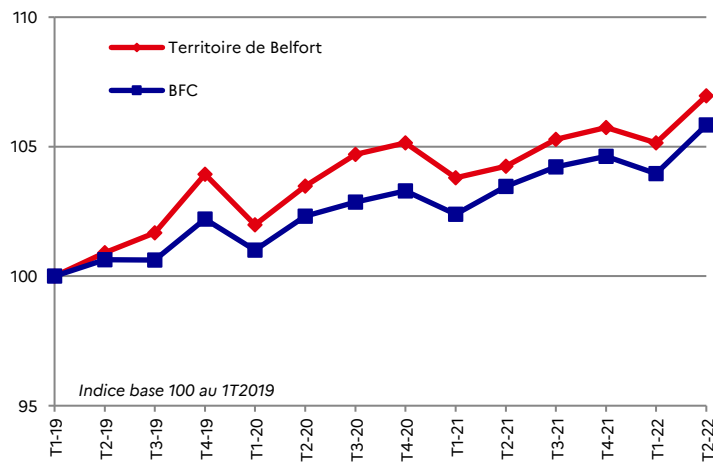
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

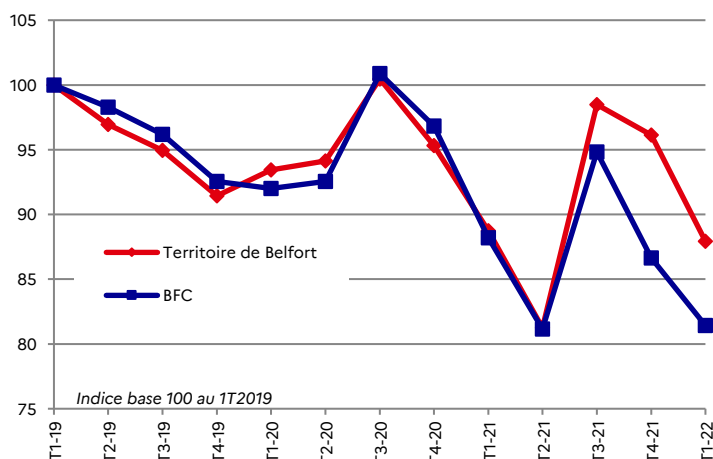
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

